

BRÈVES ÉCONOMIQUES Afrique de l'Est et de l'Océan Indien

Semaine du 29 juin au 3 juillet 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE NAIROBI

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(ADDIS ABEBA, DAR ES SALAM, KAMPALA, TANANARIVE)

Faits marquants

- ❖ **Régional** : ATIDI a tenu son AG annuelle à Nairobi
- ❖ **Éthiopie** : Entrée dans la Nouvelle Banque de Développement des BRICS
- ❖ **Kenya** : La Banque mondiale approuve la 2^e tranche du DPO

LE CHIFFRE A RETENIR

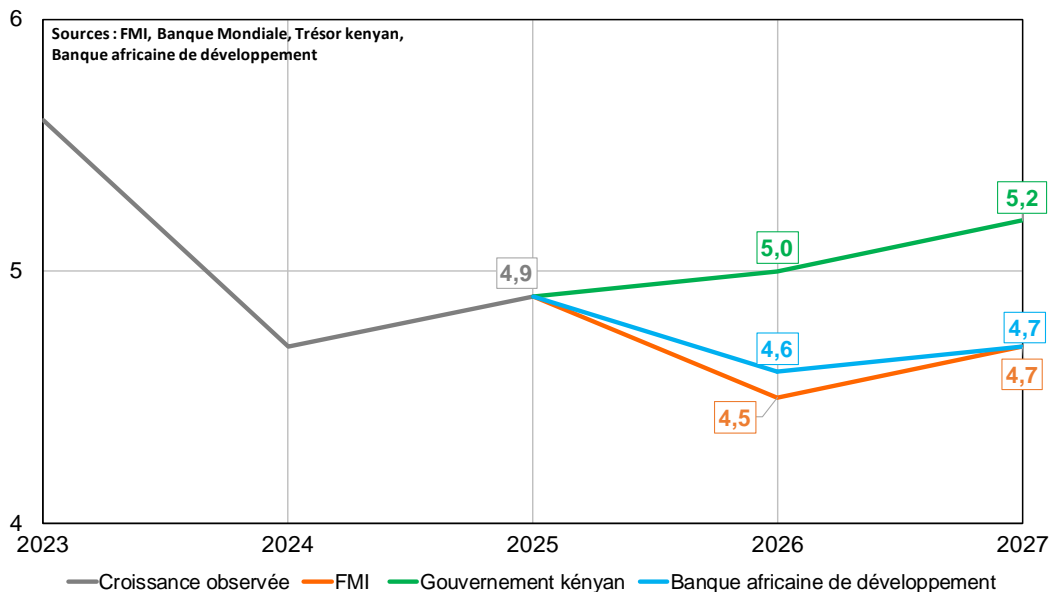
1,2 Md USD

KENYA : MONTANT DU CONTRAT SIGNE AVEC UNE
ENTREPRISE CHINOISE POUR LA MODERNISATION
DE L'AÉROPORT INTERNATIONAL DE NAIROBI JKIA

Le graphique de la semaine

Kenya : prévisions de croissance

- en % -



Les perspectives de croissance du Kenya demeurent solides en 2026, bien qu'elles varient selon les institutions. Le gouvernement kényan table sur une croissance de +5,0 %. Cette dernière hypothèse a été retenue pour l'élaboration du budget 2026/27, promulgué la semaine dernière. Le FMI a toutefois revu à la baisse ses prévisions en avril 2026, ramenant sa projection de croissance pour 2026 de +4,9 % (World Economic Outlook d'octobre 2025) à +4,5 %. Cette révision s'explique principalement par les effets attendus du conflit au Moyen-Orient, notamment la hausse des prix de l'énergie, l'augmentation des coûts du transport maritime et un environnement économique international moins porteur. Les perspectives demeurent relativement favorables à moyen terme. En 2027, la croissance est attendue entre +4,7 % selon le FMI et +5,2 % selon le gouvernement kényan.

REGIONAL

ATIDI a tenu son AG annuelle à Nairobi

L'Agence africaine d'assurance du commerce et de l'investissement (ATIDI) a tenu sa 26e Assemblée générale (AG) annuelle à Nairobi du 30 juin au 3 juillet 2026. Créée en 2001 et basée à Nairobi, ATIDI fournit notamment des garanties contre les risques politiques et de crédit pour améliorer l'accès des États et des entreprises africaines aux financements internationaux. Lors de l'Assemblée générale, le président Ruto a annoncé que le Kenya augmentera progressivement sa souscription au capital d'ATIDI de 25 M USD à 65 M USD, et a remis le titre foncier d'une parcelle de 2 hectares à Nairobi afin de construire le nouveau siège d'ATIDI. Ces annonces font suite à l'approbation par la Banque africaine de développement (BAD), le 8 juin 2026, d'un investissement en capital de 125 M USD, portant sa participation dans ATIDI de 3 % à 14 % et en faisant le premier actionnaire. La BAD ambitionne de porter les annuels de garanties d'ATIDI à environ 10 Md USD, contre 3 Md USD en moyenne actuellement. La banque allemande de développement KfW est entrée au capital d'ATIDI en avril 2026, avec un investissement de 32 M USD, saluant un signal fort de confiance envers l'institution. Lors du Sommet *Africa Forward*, organisé à Nairobi en mai 2026, le Président français Emmanuel Macron a affirmé le soutien politique de la France à cette institution. Ce soutien a ensuite été réitéré au niveau multilatéral lors du Sommet du G7, tenu en France en juin 2026, où les partenaires du G7 ont exprimé publiquement leur appui à cette institution.

Un accord pétrolier G2G via le Corridor Nord entre Kenya et Rwanda

Le Kenya et le Rwanda ont signé trois accords le 29 juin 2026 à Nairobi : un protocole d'accord, un accord tripartite et un accord de transport et de stockage, établissant un cadre de gouvernement à gouvernement pour les importations rwandaises de produits pétroliers raffinés en vrac via le Kenya. Cet accord, conclu à l'issue de négociations entamées à Kigali en novembre 2024 et approuvées par le Conseil des ministres kényan le 16 juin 2026, devrait multiplier par plus de dix les volumes rwandais transitant par le corridor Nord, passant d'environ 42 000 m³ en 2025 à plus de 500 000 m³ par an. Le premier chargement est attendu au port de

Mombasa entre le 4 et le 6 septembre 2026. Kenya Pipeline Company (KPC), dont le Rwanda est actionnaire depuis son introduction à la Bourse de Nairobi, a prolongé la durée de stockage des cargaisons destinées au Rwanda de 35 à 90 jours pour une période de deux ans, et mentionne 1,1 Md de litres de capacité de stockage et un réseau de pipelines de 1 342 km comme infrastructure d'appui. KPC a indiqué que le corridor Eldoret-Kampala pourrait à terme s'étendre jusqu'à Kigali, à mesure que l'intégration régionale progresse.

L'ONU alloue 8 M USD au Burundi et au Soudan du Sud pour la préparation face à l'épidémie Ebola

Le Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires (CERF) des Nations Unies a alloué 8 M USD, le 25 juin 2026, pour renforcer la préparation à Ebola au Burundi et au Soudan du Sud, face à un risque élevé de transmission transfrontalière depuis l'épidémie déclarée à la mi-mai. Le Burundi, bien qu'exempt de cas, a activé un plan national de préparation compte tenu de sa frontière commune et des mouvements transfrontaliers quotidiens avec la République Démocratique du Congo. Le financement soutiendra la surveillance, les tests de laboratoire, la prise en charge des cas, les services d'eau, assainissement et hygiène, ainsi que la mobilisation communautaire. Le plan du Soudan du Sud couvre 15 comtés à haut risque, bien que l'ONU juge des ressources supplémentaires urgentement nécessaires.

BURUNDI

Inauguration de la centrale hydroélectrique de Mulembwe

Le Premier ministre burundais, Nestor Ntahontuye, a inauguré le 16 juin la centrale hydroélectrique de Mulembwe (17 MW), achevant un programme lancé avec Jiji (32,5 MW) en juin 2025. La capacité combinée atteint 49,5 MW, avec une production annuelle prévue de 239 GWh, alimentant 7 000 entreprises, 1 700 sites industriels et 15 000 ménages dans la zone du projet. Le financement a impliqué le Groupe de la Banque africaine de développement, la Banque européenne d'investissement, la Commission européenne et le Groupe de la Banque mondiale. La directrice pays de la BAD pour le Burundi a déclaré que le projet devrait quasiment

doubler la capacité de production nationale. La Banque mondiale a rattaché le projet à Mission 300, une initiative régionale visant à connecter 300 millions d'Africains à l'électricité d'ici 2030, dont le Burundi a adopté les priorités via son Pacte national pour l'énergie. Les autorités s'attendent à ce que l'amélioration de l'accès à l'électricité soutienne la croissance des petites et moyennes entreprises (PME), l'investissement et la création d'emplois.

COMORES

Adoption de la réforme du code de la marine marchande

L'Assemblée de l'Union des Comores a approuvé, le 30 juin, cinq projets de loi, dont celui concernant la réforme de la loi du 24 juin 2014 sur le code de la marine marchande des Comores. Cette réforme a pour objectif de moderniser le cadre juridique applicable au secteur maritime et de le rapprocher des standards internationaux. Elle prévoit notamment l'instauration de deux registres des navires séparés, un local et un international, ce dernier étant réservé aux bateaux naviguant hors des eaux locales. Les navires ayant pour activité la pêche internationale et hauturière seront soumis par l'administration chargée des affaires maritimes à un contrôle préalable. Le texte contient également des mesures sur la sécurité, les conditions d'exercice des professionnels du secteur et leur formation, la protection de l'environnement marin ainsi que l'encadrement des navires à passagers.

ÉTHIOPIE

Entrée du pays dans la Nouvelle banque de développement des BRICS

Le 26 juin 2026 le conseil des Ministres a approuvé un projet de proclamation visant à ratifier l'adhésion de l'Éthiopie à la Nouvelle Banque de Développement (NDB), l'institution financière créée par les principaux fondateurs des BRICS. L'entrée de l'Éthiopie à la NDB lui permettra d'élargir son accès aux financements du développement, de soutenir les investissements dans les infrastructures et de renforcer sa coopération avec les institutions financières du Sud. Cette décision fait suite à l'acceptation de l'Éthiopie par le conseil des gouverneurs de la NDB en tant que membre

candidat en octobre 2025. L'approbation du parlement éthiopien est essentielle pour entériner cette décision. Après validation, l'Éthiopie devra déposer officiellement son instrument juridique d'adhésion auprès du Conseil des gouverneurs de la NDB. Ceci sera suivi par la souscription au capital de la banque qui permettra à l'Éthiopie d'accéder à des financements en fonction de ses besoins.

TotalEnergies officialise son départ du marché éthiopien et cède ses actifs à OLA Energy

TotalEnergies, présent en Éthiopie depuis 1958, et troisième distributeur de carburants du pays officialise sa décision de quitter le pays par la vente de sa filiale éthiopienne. La société ainsi que ses actifs vont être reprises par la société OLA Energy Holdings, à la suite d'un accord annoncé le 30 juin. L'opération concerne le rachat d'environ 120 stations-service, ainsi qu'un terminal de stockage de carburant d'une capacité de 13 000 mètres cubes, en plus des activités commerciales et opérationnelles associées. Cette acquisition fera d'OLA Energy la plus importante entreprise étrangère de distribution de carburants en Éthiopie. OLA Energy est une filiale du fond souverain Libya Africa Investment Portfolio, présent dans 17 pays africains.

Ethiopian Airlines inaugure une nouvelle liaison aérienne vers Lyon via Genève

Ethiopian Airlines a annoncé le lancement, à compter du 2 juillet 2026, d'une nouvelle liaison régulière entre Addis-Abeba et Lyon, opérée trois fois par semaine (mardi, jeudi et samedi) avec une escale à Genève. Cette nouvelle desserte portera à trois le nombre de destinations françaises de la compagnie, aux côtés de Paris et Marseille (ouverte en 2019). Cette extension s'inscrit dans la stratégie de développement du réseau européen d'Ethiopian Airlines et vise à renforcer la connectivité entre la France et l'Afrique via le hub d'Addis-Abeba. Pour l'Éthiopie, cette nouvelle liaison devrait faciliter les échanges économiques, touristiques et les déplacements de la diaspora avec la région Auvergne-Rhône-Alpes, tout en consolidant la position d'Ethiopian Airlines comme principal transporteur africain sur le marché européen.

KENYA

La Banque mondiale approuve la 2^e tranche de son DPO

Le 29 juin 2026, le Conseil d'administration de la [Banque mondiale](#) a approuvé la 2^e tranche de son DPO – Opération à l'appui des politiques de développement, d'un montant de 750 M USD pour le Kenya. Le montage combine 340 M USD de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et 410 M USD de financement concessionnel de l'Association internationale de développement (IDA), avec un appui dédié aux réfugiés et communautés d'accueil.

Signature d'un contrat avec une entreprise chinoise pour la modernisation de l'aéroport international de Nairobi

Le Kenya a attribué à la société publique chinoise China Road and Bridge Corporation (CRBC) un contrat de 154,2 Md KES (1,2 Md USD) pour la modernisation de l'aéroport international Jomo Kenyatta (JKIA). L'accord a été signé à Nairobi le 23 juin 2026. Prévu sur 36 mois, le projet comprend la construction d'un nouveau terminal, la modernisation des infrastructures existantes et l'amélioration des opérations côté piste et côté ville. Il vise à porter la capacité d'accueil de 25 à 31 avions par heure et la capacité annuelle de 7,5 M à 22 M de passagers, dans un contexte de concurrence croissante des hubs régionaux en Éthiopie, au Rwanda et en Tanzanie. Le contrat est un marché de conception-construction (*Design and Build*), sans transfert de l'exploitation à un opérateur privé. Le financement reposera sur des prêts concessionnels structurés par la Trade and Development Bank et l'Africa Finance Corporation, via le National Infrastructure Fund.

Légère baisse de l'inflation en juin, après plusieurs mois consécutifs de hausse

L'inflation annuelle au Kenya a ralenti à +6,4 % en juin 2026, après +6,7 % en mai, qui était le plus haut niveau depuis janvier 2024. Il s'agit de la première baisse depuis février, reflétant un allègement des pressions sur les prix dans plusieurs composantes clés. L'inflation des transports a reculé à +16,1 % (après +16,5 %), malgré une hausse de +29,9 % du prix du diesel, tandis que l'inflation alimentaire a diminué à +8,6 % (après +9,4 %). L'inflation sous-jacente a

également légèrement diminué à +3,1 % (après +3,2 % en mai), indiquant une modération des pressions inflationnistes sous-jacentes.

Le gouvernement cède 15 % de Safaricom à Vodacom Group

Le 30 juin 2026, le gouvernement kényan a finalisé la cession d'une participation de 15 % dans Safaricom à Vodacom Group au prix de 34 KES (0,26 USD) par action, via une transaction de bloc hors marché d'une valeur de 204,3 Md KES (1,58 Md USD) à la Bourse de Nairobi (NSE). Vodacom a simultanément acquis une participation supplémentaire de 5 % auprès de Vodafone Group, portant sa part à 55 %, tandis que l'État conserve 20 % et les investisseurs publics détiennent 25%. Vodacom a également versé 40,2 Md KES (310,9 M USD) en avance sur les futurs droits de dividendes liés à la participation résiduelle de l'État, portant le produit total à 244,5 Md KES (1,89 Md USD). L'opération s'est conclue après la levée par la Cour d'appel d'une ordonnance conservatoire le 26 juin et l'exemption accordée par l'Autorité des marchés des capitaux (CMA) à Vodafone Kenya d'une offre publique d'achat obligatoire. Le Trésor kényan a confirmé que l'ensemble du produit, y compris l'avance sur dividendes, sera versé au Fonds national des infrastructures (NIF).

Accord de coopération de 60,4 M USD avec l'Allemagne

Le 26 juin 2026, le Kenya a obtenu une enveloppe de coopération au développement de 7,8 Md KES (60,4 M USD) auprès de l'Allemagne pour la période 2026-2028, à l'issue de négociations à Berlin. Ce financement soutiendra les énergies propres et renouvelables, la transformation numérique, le développement du secteur privé, l'agriculture, l'action climatique, la formation technique et professionnelle (TVET), la mobilité de la main-d'œuvre et les réformes de gouvernance. L'Allemagne envisage également un financement supplémentaire de 4 Md KES (31,0 M USD) pour le secteur de l'énergie, une décision étant attendue dans les semaines à venir.

MADAGASCAR

Axian Energy obtient un prêt de 60 M USD auprès de la Mauritius Commercial Bank

AXIAN Energy, la branche énergie du premier groupe malgache AXIAN, a annoncé le 16 juin avoir

conclu avec la Mauritius Commercial Bank (MCB) une facilité de financement de 60 M USD destinée à soutenir son expansion en Afrique. Celle-ci comprend une ligne de crédit renouvelable de 40 M USD sur trois ans (avec option de prolongation) et 20 M USD d'instruments non financés (des contrats ou des engagements financiers qui n'exigent pas le transfert ou le décaissement initial de fonds de la part de l'émetteur). Ce financement vise à renforcer la flexibilité financière du groupe afin d'accélérer le développement de nouveaux projets, notamment dans les énergies renouvelables. AXIAN Energy, qui indique avoir fortement accru ses investissements dans ce secteur ces deux dernières années, dispose actuellement d'un portefeuille de 350 MW de capacités installées d'énergies renouvelables et de 77 MWh de capacités de stockage, avec plusieurs projets solaires en cours de développement, notamment à Madagascar.

MAURICE

Annnonce d'une réforme du système des retraites

Le Premier ministre et ministre des Finances, Dr Navin Ramgoolam, a annoncé lors de la présentation du budget 2026/27, le 19 juin, la mise en place d'un nouveau système de retraite, dénommé State Age Pension (SAP). Ce nouveau système, qui devrait rentrer en vigueur le 1er janvier 2027, vise à remplacer le Basic Retirement Pension (BRP). Avec ce futur système, les assurés pourront ainsi liquider leur pension entre 60 et 70 ans, le montant de celle-ci étant ajusté en fonction de l'âge de départ effectif par rapport à l'âge de référence fixé à 65 ans. Un départ avant cet âge donnera lieu à une décote de 0,5 % par mois, tandis qu'un report du départ au-delà de 65 ans ouvrira droit à une surcote de 0,75 % par mois. Le critère des conditions de ressources (means test), initialement prévu dans le cadre de cette réforme, est en revanche abandonné suite aux vives réactions suscitées par celui-ci. Ce dispositif visait à moduler le montant de la pension en fonction du revenu imposable mensuel, et à supprimer son versement pour les bénéficiaires disposant d'un revenu mensuel supérieur à 50 000 MUR (environ 930 EUR). Ces mesures annoncées, qui sont liées à une réforme en cours, sont toutefois susceptibles d'être potentiellement modifiées.

OUGANDA

Lancement officiel du nouveau cadre partenarial de la Banque mondiale

Le 29 juin, le nouveau ministre des Finances Henry Musasizi a lancé, avec la Banque mondiale, le Country Partnership Framework (CPF) 2026-2035, approuvé le 4 juin par le Conseil d'administration de l'institution. Alignée sur la Vision 2040 et le quatrième Plan national de développement (NDP IV), cette stratégie vise à accompagner la transformation économique de l'Ouganda en s'appuyant sur le secteur privé. Le Groupe Banque mondiale prévoit un programme indicatif de prêts d'environ 2 Md USD tous les trois ans via l'International Development Association (IDA), ainsi que la mobilisation de 3,8 Md USD de capitaux privés via l'International Finance Corporation (IFC) et la Multilateral Investment Guarantee Agency (MIGA), dans le cadre d'une approche intégrée (« One World Bank Group ») combinant prêts, investissements et garanties. Le cadre s'articule autour de quatre priorités : gouvernance économique, capital humain, infrastructures et développement du secteur privé.

L'inflation augmente pour le troisième mois consécutif, portée par l'énergie

L'inflation annuelle a progressé pour le troisième mois consécutif, atteignant +3,7 % en juin contre +3,2 % en mai, sous l'effet du renchérissement des coûts énergétiques. En un mois, les prix de l'essence et du diesel ont respectivement augmenté de +9,5 % et +13,2 %, portant leur hausse annuelle à 26,3 % et 37,3 %. Les prix moyens à la pompe s'établissent désormais à 6 416 UGX le litre pour l'essence et 6 540 UGX pour le diesel. L'inflation sous-jacente augmente également, à +3,4 % contre +3,0 % le mois précédent, notamment sous l'effet des services, dont l'inflation passe de +4,6 % à +4,9 %, en lien avec la hausse des coûts de transport (+11,9 % sur un an). Les prix des produits alimentaires n'ont, en revanche, enregistré aucune hausse.

RWANDA

Signature d'une feuille de route sur les petits réacteurs modulaires avec la Russie

Le Rwanda et Rosatom, la société publique russe du nucléaire, ont tenu la première réunion de leur comité conjoint de coordination sur l'énergie nucléaire à Moscou le 29 juin. La réunion était coprésidée par Kirill Komarov (Rosatom) et Lassina Zerbo, conseiller énergétique du Rwanda. Les parties ont signé une feuille de route sur les petits réacteurs modulaires (SMR) et examiné l'avancement d'un projet de centrale nucléaire, d'un centre de sciences et technologies nucléaires, du développement des infrastructures et de la formation du personnel. Cette coopération s'inscrit dans le prolongement d'un accord intergouvernemental de 2018 et d'un accord de 2019 visant la construction d'un Centre de sciences et technologies nucléaires, incluant un réacteur de recherche de 10 MW. À noter que cette dynamique intervient après un accord distinct signé le 20 mai 2026 entre le Rwanda Atomic Energy Board et la société américaine Holtec International pour étudier et déployer les réacteurs SMR-300 de Holtec, ainsi qu'un protocole d'accord sur la coopération stratégique civile nucléaire signé le même jour avec les États-Unis.

SOUDAN

Lancement d'un partenariat de reconstruction avec la Turquie

Les associations d'entrepreneurs du Soudan et de la Turquie ont convenu, le 30 juin 2026, de lancer des projets pilotes d'infrastructure et de reconstruction, a annoncé l'Association des entrepreneurs soudanais. Cet accord intervient alors que les autorités soudanaises estiment les coûts de reconstruction à 300 Md USD pour Khartoum et 700 Md USD pour le reste du pays, en attendant une évaluation distincte des dommages par l'ONU. Une délégation soudanaise conduite par Malik Ali Dongla a rencontré ses homologues turcs à Ankara, en présence de l'ambassadeur du Soudan en Turquie, Nader Youssef. Les discussions ont porté sur les options de financement, notamment l'implication potentielle de la Banque islamique de développement et de la Banque africaine d'import-export, ainsi que sur un mécanisme de type « reconstruction contre ressources » dans lequel l'or

et les produits agricoles soudanais serviraient de moyen de paiement.

La Chine annule 50 M USD de dette bilatérale

Le Soudan et la Chine ont signé, le 28 juin 2026, un accord prévoyant l'annulation d'une partie de la dette bilatérale soudanaise. Pékin a accepté d'effacer quatre prêts sans intérêt d'un montant total de 344,52 M CNY (50 M USD), avec effet immédiat. Les règlements seront assurés par la Banque centrale du Soudan et la Banque de développement de Chine. L'accord a été signé à Port-Soudan par le ministre des Finances, Gibril Ibrahim, et le chargé d'affaires par intérim de l'ambassade de Chine, Zhang Tao. Les deux parties ont également examiné une subvention chinoise distincte de 200 M CNY (29,4 M USD) destinée à financer des infrastructures dans les secteurs de l'énergie, de l'eau et de l'agriculture. Cette annulation reste toutefois limitée au regard de la dette extérieure du Soudan, qui s'élevait à 66,8 Md USD fin 2023, soit environ 0,1 % du total.

Injection de réserves de change pour stabiliser la livre soudanaise

La Banque centrale du Soudan a injecté 400 M AED (108,9 M USD) dans les banques commerciales à partir du 23 juin afin de stabiliser la livre soudanaise, après plusieurs semaines de forte dépréciation et de hausse des prix. Le Premier ministre a présidé à Khartoum une réunion gouvernementale élargie consacrée à la politique de change, au commerce informel de devises et à la contrebande d'or. L'intervention a permis de ramener le taux officiel du dirham (AED) à 1 200 livres (SDG) dans certaines transactions bancaires. Par ailleurs, les taux du marché parallèle sont restés globalement stables : le dirham à 1 417 livres, le dollar à 5 100 livres, et l'or à 580 000 livres le gramme.

SOUDAN DU SUD

Signature d'un programme de coopération sanitaire avec les États-Unis

Le 25 juin, les États-Unis et le gouvernement sud-soudanais ont signé un protocole d'accord de coopération sanitaire de trois ans, doté de plus de 166 M USD (dont 146 M USD financés par les États-Unis et près de 20 M USD par le Soudan du Sud), dans le cadre de la stratégie America First Global Health. Ce programme vise à renforcer les capacités du

système de santé sud-soudanais en matière de prévention, de détection et de réponse aux maladies infectieuses, notamment le VIH/SIDA et les épidémies émergentes telles qu'Ebola, tout en favorisant une prise en charge progressive par les autorités nationales. Le gouvernement sud-soudanais s'est engagé en parallèle en matière de financement des personnels de santé, de maintien des infrastructures essentielles (chaîne du froid, etc.) et de transparence dans la mise en œuvre. Il s'inscrit dans une initiative plus large de coopération sanitaire bilatérale déjà déployée dans 33 pays partenaires par les États-Unis.

SEYCHELLES

Signature de 19 protocoles d'accord entre les gouvernements seychellois et indien

Les Seychelles et l'Inde ont signé, le 28 juin, 19 protocoles d'accord dans le cadre de la visite de trois jours dans l'archipel, du 27 au 29 juin, du Premier ministre indien Narendra Modi. Ceux-ci visent au renforcement de leur coopération bilatérale dans plusieurs domaines d'intérêt : agriculture, sécurité maritime, éducation, santé et défense. Les accords, marquant 50 ans de relations diplomatiques entre les deux États, incluent notamment la mise en œuvre d'un traité d'extradition pour lutter contre la criminalité transnationale, un accord de coopération spatiale, un cadre pour les paiements numériques, des accords portant sur la recherche agricole, un projet de nouvel hôpital national et la reconnaissance de la formation des marins. Le prêt de 175 M USD annoncé en février dernier est en outre confirmé. L'Inde a également fait don aux Seychelles d'un patrouilleur rapide, 10 véhicules, 5 bateaux, 6 ambulances, 500 tonnes de riz et 8 500 tonnes de ciment.

TANZANIE

Légère baisse des prix à la pompe en juillet

EWURA a annoncé une réduction des prix des carburants à compter du 1er juillet 2026. À Dar es Salaam, le sans-plomb diminue de -2,5 % à 1,53 USD/litre, le diesel de -3,0 % à 1,61 USD/litre et le kérosène de -5,0 % à 1,71 USD/litre. Les prix restent néanmoins largement supérieurs aux niveaux pré-conflit de janvier 2026. Entre janvier et juillet 2026, les prix ont augmenté de +44 % pour le sans-plomb ; +53 % pour le diesel et +61 % pour le kérosène, respectivement essentiels au transport public ainsi qu'à l'éclairage et à la cuisine des ménages modestes. La dépendance structurelle de la Tanzanie – qui importe 100 % de ses produits pétroliers, dont 60 % en provenance du Moyen-Orient – reste un facteur de vulnérabilité majeur face aux chocs géopolitiques.

La construction de l'oléoduc EACOP avance

La construction de l'East African Crude Oil Pipeline (EACOP) a atteint 86 % d'avancement. D'un coût total de 5,6 Mds USD, l'oléoduc de 1 443 km acheminera le pétrole du Lac Albert en Ouganda, au port de Tanga en Tanzanie. La première livraison de pétrole brut est attendue pour le 1^{er} trimestre 2027. Selon un rapport publié en avril 2026 par la société-projet EACOP, 1 492 km de l'oléoduc ont été soudés, 916 km ont été enfouis et 637 km de câbles haute tension installés. EACOP est détenue à 62 % par TotalEnergies, 15 % par chacun des gouvernements tanzanien et ougandais et 8 % par CNOOC (China National Offshore Oil Corporation).